

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(C.C.A.P)

N° DE MARCHE : AO 25 NA 0014

OBJET DU MARCHE :

**MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE DES GROUPES ELECTROGENES
ET DES ONDULEURS D'UNE PUISSANCE SUPERIEURE A 5 KVA DES ETABLISSEMENTS DE FILIERIS**

Filiéris est une marque déposée pour son offre de santé par la CANSSM

CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LES MINES

77, avenue de Ségur - 75714 PARIS CEDEX 15

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET ET FORME DU MARCHÉ	4
1.1 - PRESENTATION DE FILIERIS	4
1.2. - OBJET DU MARCHÉ.....	6
1.3. - ALLOTISSEMENT	6
1.4. - PROCEDURE UTILISEE ET FORME DU MARCHÉ.....	6
1.5-DUREE DU MARCHÉ	8
1.6 - PARTIES CONTRACTANTES	8
1.7 - OBLIGATIONS DE RESULTAT ET DE CONSEIL.....	9
ARTICLE 2 -PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	9
ARTICLE 3: MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX	10
3-1 CARACTERISTIQUES ET FORME DES PRIX	10
3-2 REVISION DES PRIX	10
ARTICLE 4 : MODALITES DE REGLEMENT ET TRANSMISSION DES FACTURES VIA CHORUS pro	12
4.1. - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT.....	12
4.2. – REGLEMENT	13
ARTICLE 5 : BONS DE COMMANDE POUR DES PRESTATIONS HORS FORFAIT	13
ARTICLE 6 : CONDITION D’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	14
6.1. – Maintenance préventive forfaitaire.....	14
6.2. – Maintenance corrective forfaitaire.....	14
6.3 _ Remplacement des intervenants.....	14
6.4. _ Plan et Prévention d'Hygiène et Sécurité.....	14
ARTICLE 7 : REMISE DES EQUIPEMENTS EN FIN DE MARCHÉ / GARANTIE - PIECES DETACHEES	14
7.1.-REMISE DES EQUIPEMENTS EN FIN DE MARCHÉ	14
7.2. – GARANTIE ET PIECES DETACHEES	14
7.3. – LIMITES DES PRESTATIONS.....	15
ARTICLE 8 : TRANSFERT D’ACTIVITE	15
ARTICLE 9 : PROTECTION DES DONNEES.....	15
ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITE	16
ARTICLE 11 : CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	16
ARTICLE 12 : AJOUT/RETRAIT D’UN SITE	16

ARTICLE 13 : REVUE DE MARCHE	17
ARTICLE 14- DEVELOPPEMENT DURABLE.....	17
ARTICLE 15- INSERTION SOCIALE.....	17
ARTICLE 16- PENALITES	18
ARTICLES 17 : LITIGES	18
ARTICLE 18 : RESILIATION	20
ARTICLE 19 : ASSURANCES	20
ARTICLE 20 : DEROGATION AUX CCAG FCS	20

ARTICLE 1 : OBJET ET FORME DU MARCHÉ

1.1 - PRESENTATION DE FILIERIS

La Caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines (CANSSM) est l'organisme gestionnaire du régime spécial de la sécurité sociale dans les mines. Elle a été créée par le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 modifié portant organisation de la sécurité sociale dans les mines.

La CANSSM gère l'offre de santé Filieris qui délivre des soins et de l'accompagnement dans les territoires où elle est présente.

La CANSSM - Filieris est placée sous la tutelle du Ministère du Travail, de la Santé, des solidarités et des Familles.

La CANSSM - Filieris est dotée d'un conseil d'administration et d'un directeur général. Le Président du Conseil d'administration de la CANSSM est M. Philippe GEORGES. Le Directeur Général de la CANSSM est M. Gilles de LACAUSSE. La Caisse autonome nationale est administrée par un conseil d'administration dont les administrateurs représentent les exploitants et anciens exploitants, les affiliés, l'Etat, la CNAM et des personnalités qualifiées.

La CANSSM - Filieris est constituée d'un seul organisme : le siège est basé à Paris et les trois services territoriaux, également appelés Directions régionales (DR), sont situés à Lens pour la DR du NORD, à Metz pour la DR de l'EST, à Alès pour la DR du SUD.

La gestion des activités de prestations de sécurité sociale a été progressivement déléguée à d'autres organismes : Caisse des dépôts et consignations (CDC) pour l'assurance vieillesse et invalidité, Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) pour l'assurance maladie, maternité, accidents du travail et maladies professionnelles. La CANSSM reste garante du respect des droits des affiliés en application des règles propres au régime minier et de la qualité du service rendu aux assurés.

L'offre de santé Filieris est composée au 1^{er} janvier 2025 de :

- **130** centres de santé (avec antennes), dont **110** centres de santé polyvalents principaux (pouvant comprendre plusieurs activités : médecine spécialisée, générale, soins infirmiers, kinésithérapie, dentaire) et **13** antennes et **7** centres de santé dentaires
- **22** établissements sanitaires et médico-sociaux :
 - 11 établissements de soins médicaux et réadaptation intégrant 3 unités de soins de longue durée (USLD)
 - 11 établissements médico-sociaux dont 6 EHPAD
- **16** services autonomie à domicile - Soins (services de soins infirmiers à domicile - SSIAD)
- **2** services autonomie à domicile - Accompagnement (services d'aide et d'accompagnement à domicile - SAAD)

- **15** pharmacies
- **1** centre d'optique
- **1** service de matériel médical
- **1** centre de vaccination
- **1** centre d'examens de santé
- **1** centre gratuit d'information, de dépistage et de diagnostic (CeGIDD)

Une présentation plus détaillée du régime minier est disponible sur le lien suivant :
<http://www.filieris.fr>

1.2. - OBJET DU MARCHE

Le marché a pour objet la maintenance des groupes électrogènes et des onduleurs d'une puissance supérieure à 5 Kva des établissements de FILIERIS (directions régionales EST, NORD et SUD et siège du 77 avenue de Ségur à Paris 15ème).

Il s'agit d'un marché mixte, comprenant une part forfaitaire au titre de la maintenance préventive et une part à bons de commande pour des prestations de maintenance corrective, avec des prix unitaires mentionnés au bordereau des prix unitaires (BPU).

La description des prestations et services à fournir et leurs spécifications techniques figurent aux Cahier des Clauses Particulières (CCTP), applicable au présent marché, ainsi que dans le cadre de décomposition du prix global et forfaitaires (CDPGF) relatif à la maintenance préventive et ce, pour chacun des six lots et enfin au bordereau des prix unitaires (BPU) relatif à la maintenance corrective.

« Filieris étant très attachée à la politique RSE, l'attention des candidats est rappelée sur l'article L.3-1 du code de la commande publique et sur la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ».

1.3 – ALLOTISSEMENT

Le marché est alloti de la manière suivante :

Lot n°1 : maintenance des groupes électrogènes des établissements de la Direction Régionale du Nord pour les départements du Nord (59) et du Pas-de-Calais (62).

Lot n°2 : maintenance des groupes électrogènes des établissements de la Direction Régionale de l'EST pour le département de la Moselle (57).

Lot n°3 : maintenance des groupes électrogènes des établissements de la Direction Régionale du sud pour les départements de l'Ardèche (07) et du Tarn (81).

Lot n°4 : maintenance des onduleurs d'une puissance supérieure à 5 KVA pour la Direction Régionale de l'EST – département de Moselle (57).

Lot n°5 : maintenance des onduleurs d'une puissance supérieure à 5 KVA pour la Direction Régionale du Nord – département du Pas de Calais (62).

Lot n°6 : maintenance des onduleurs d'une puissance supérieure à 5 KVA pour le siège du 77 avenue de Ségur – 75015 Paris.

1.4. – PROCEDURE UTILISEE ET FORME DU MARCHE

La procédure de consultation utilisée est l'appel d'offre ouvert, en application des dispositions des articles L2124-2, R2124-2-1° et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

Pour chaque lot le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire, dit composite, comprenant une part forfaitaire et une part à bons de commande à prix unitaires, avec un montant sur 4 ans, tel qu'indiqué ci-après sur la durée globale, au sens des articles L2125-1-1°, R2162-1 à R2162-6 et 2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

Lot 1 : Maintenance des groupes électrogènes de la Direction régionale du Nord – départements du Nord (59) et du Pas-de-Calais (62)	<i>Montant estimatif sur 4 ans:</i> 360 000 € HT	<i>Montant maximum sur 4 ans de l'accord-cadre:</i> 430 000 € HT
Lot 2 : maintenance des groupes électrogènes de la Direction régionale de l'EST pour le département de la Moselle (57)	<i>Montant estimatif sur 4 ans:</i> 200 000 € HT	<i>Montant maximum sur 4 ans de l'accord-cadre:</i> 240 000 € HT
Lot 3 : maintenance des groupes électrogènes de la Direction régionale du Sud pour les départements de l'Ardèche (07) et du Tarn (81).	<i>Montant estimatif sur 4 ans:</i> 46 000 € HT	<i>Montant maximum sur 4 ans de l'accord-cadre:</i> 55 000 € HT
Lot 4 : maintenance des onduleurs d'une puissance supérieure à 5 Kva de la Direction Régionale de l'Est pour le département de la Moselle (57)	<i>Montant estimatif sur 4 ans:</i> 72 000 € HT	<i>Montant maximum sur 4 ans de l'accord-cadre:</i> 90 000€ HT
Lot 5 : maintenance des onduleurs d'une puissance supérieure à 5 Kva de la Direction Régionale du Nord pour le département du Pas-de-Calais (62)	<i>Montant estimatif sur 4 ans:</i> 40 000 € HT	<i>Montant maximum sur 4 ans de l'accord-cadre:</i> 50 000€ HT
Lot 6 : maintenance des onduleurs d'une puissance supérieure à 5 Kva pour le siège du 77 avenue de Ségur – 75015 Paris	<i>Montant estimatif sur 4 ans:</i> 14 000 € HT	<i>Montant maximum sur 4 ans de l'accord-cadre:</i> 20 000€ HT
Total sur 4 ans pour les 6 lots.	<i>Estimatif :</i> 732 000 € HT	<i>Montant maximum de l'accord-cadre :</i> 885 000 € HT

Des bons de commandes seront passés par les Directions Régionales de l'EST, du Nord, du Sud et du siège, pour des prestations de maintenance corrective pour des prestations visées à l'article 1.2 et 3 du CCTP.

Elles seront traitées avec les prix unitaires (main-d'œuvre, déplacement, nettoyage des cuve pour les groupes électrogènes, remplacement de batterie pour les onduleurs etc) mentionnés au B.P.U. sur la base d'un devis établi par le titulaire du marché. **Ce devis devra être accepté par FILIERIS.**

Le marché reste soumis à la réglementation applicable aux marchés des organismes de sécurité sociale, soit à ce jour, les dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale.

1.5-DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de sa date de notification.

Il est éventuellement reconductible **trois fois**, de manière expresse, pour une durée de 12 mois, sans pouvoir excéder une durée totale de **48 mois** (reconductions comprises).

La reconduction sera effectuée de manière expresse, un mois avant la date anniversaire du marché, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

La non reconduction du marché par la CANSSM, ne donnera pas lieu à un versement d'indemnité au profit du titulaire.

Par dérogation à l'article 2162-5 du code de la commande publique, l'exécution des bons de commande peut se prolonger jusqu'à 3 mois au-delà de la date de fin de validité du marché

1.6 - PARTIES CONTRACTANTES

Le représentant de l'Organisme, signataire du Marché, est :

LE DIRECTEUR GENERAL DE LA CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SECURITE SOCIALE
DANS LES MINES
77, avenue de Ségur - 75714 PARIS CEDEX 15

Le Titulaire du Marché désigne, dès la notification du Marché la ou les- personne(s) ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, ainsi que pour l'exécution du Marché.

Le Titulaire est tenu de signaler immédiatement au Pouvoir Adjudicateur, toutes modifications survenant au cours de l'exécution du marché se rapportant au fonctionnement de sa société (modifications de la forme de l'entreprise, de sa raison sociale, des personnes ayant le pouvoir d'engager la société, changement d'adresse, etc...,)

Les entreprises devront préciser les noms et coordonnées d'un référent qui devra pouvoir être contacté immédiatement en cas de problème lié au comportement de son personnel ou tout autre dysfonctionnement. Tout changement de référent devra être indiqué au pouvoir adjudicateur dans un délai maximum de 10 jours ouvrés après sa nomination.

1.7 – OBLIGATIONS DE RESULTAT ET DE CONSEIL

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat portant sur l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre et bons de commandes produits, conformément à ses engagements contractuels. La constatation et le diagnostic de la panne ne sont pas considérés comme des résultats suffisants libérant le titulaire de son obligation de résultat dans le cadre du présent accord-cadre.

Le titulaire, dans le cadre de cette obligation de résultat, est tenu de mettre en oeuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Obligation de conseil : Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements / dysfonctionnements / dangers potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire. Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre.

Dans cette perspective, les parties conviennent d'élaborer conjointement un plan de progrès.

Obligation d'information : Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

ARTICLE 2 -PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le marché, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de la CANSSM fait foi, est constitué des documents ci-après par ordre de priorité décroissant, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS:

- Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses annexes :
 - Annexe 1 : Cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (CDPGF) relatif à la maintenance préventive.
 - Annexe 2 : Bordereau des prix unitaires (BPU) relatif à la maintenance corrective (main-d'œuvre, déplacements, nettoyage des cuves pour les groupes électrogènes, remplacement de batterie pour les onduleurs etc).
- Le présent cahier des clauses Administratives particulières (CCAP)
- Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le Cadre des réponses techniques (CRT – annexe n°3 à l'acte d'engagement), accompagné éventuellement d'un mémoire technique remis par le titulaire.
- Les bons de commande.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés. Les dérogations du CCAG-FCS sont mentionnées dans le dernier article du CCAP.

- **Pièces générales**

- Le code de la commande publique.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) – arrêté du 30 janvier 2021, **qui bien que non joint est réputé être connu du titulaire.**
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale.

ARTICLE 3: MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

3-1 CARACTERISTIQUES ET FORME DES PRIX

Les prestations faisant l'objet du présent marché seront réglées par application des prix indiqués par le candidat dans les annexes financières (Annexes 1 de l'ATTRI1), et dont les prix sont à caractère « forfaitaires » pour la maintenance préventive annuelle, et « prix unitaires » pour la maintenance corrective.

Les prix forfaitaires de la maintenance préventive sont ceux mentionnés dans les cadres de décomposition du prix global et forfaitaire (C.D.P.G.F) pour chacun des lots , annexes référencées n°1.

Les modalités concernant le prix sont prévues à l'article 10 du CCAG-FCS.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, il est précisé que les prix du marché sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les prestations.

Ces prix comprennent notamment toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, y compris les charges de personnel, les charges fiscales et parafiscales, les frais induits par les opérations administratives, les frais de restaurations et de déplacements.

Les prestations non explicitement décrites dans les pièces contractuelles, mais néanmoins nécessaires à la bonne exécution et au respect des règles de l'art sont réputées prévues dans l'offre et ne feront l'objet d'aucune plus-value.

Les prix unitaires des prestations de maintenance corrective (BPU) comprennent également les dispositions mentionnées ci-dessus, à savoir les charges de personnel, charges fiscales et parafiscales, les frais induits par les opérations administratives, les frais de restauration).

3-2 REVISION DES PRIX

Le marché est conclu à prix « forfaitaire » pour la maintenance préventive et à prix unitaires pour la maintenance corrective (BPU). L'ensemble des prix sont révisibles.

Les prix sont fermes la première année

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui correspond à la date limite de remise des offres (**novembre 2025**). Ce mois est appelé « mois zéro ».

Le titulaire devra faire parvenir à la CANSSM une proposition de révision des prix en indiquant le nouveau prix et les indices pris en compte un mois au plus tard avant ladite date d'anniversaire. Si le titulaire omet de notifier à la CANSSM cette proposition dans le délai imparti, les prix en vigueur continueront de s'appliquer pour l'année qui suit.

Les prix forfaitaires (C.D.P.G.F) et unitaires (BPU) seront révisés annuellement à la date anniversaire de notification du marché, à l'initiative du titulaire, suivant la formule ci-après :

Maintenance préventive – prix forfaitaire (annexe 1 du CDPGF) pour les groupes électrogènes :

Formules de calcul : $P = P_o \times (0.15 + 0.85 \times (I_{CHTrevTSn} / I_{CHTrevTSO}))$

P : prix révisé

Po : prix d'origine du contrat

ICHT rev TS_n : indice mensuel du « coût horaire du travail révisé, salaires et charges - tous salariés dans les industries mécaniques et électriques (NAF rév 2 - postes 25-30-32-33) base 100 en décembre 2008».

ICHT TS, identifiant 001565183, dernier indice connu au moment de la révision,

ICHT rev TSO : valeur initiale de l'indice ICHT TS à la date de remise des offres (novembre 2025). (Identifiant 001565183).

Le coefficient final de révision est arrêté à la troisième décimale arrondie au millième supérieur.

Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4, la deuxième décimale est inchangée. En revanche, si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9, la deuxième décimale est augmentée d'une unité.

Les prix ainsi révisés sont fermes jusqu'à la prochaine application de la révision du prix dans les conditions fixées au présent article.

Maintenance préventive – prix forfaitaire (annexe 1 du CDPGF) pour les onduleurs :

Formules de calcul : $P = P_o \times ((0.60 \times I_d / I_{dO}) + (BT47 / BT47O))$

P : prix révisé

Po : prix d'origine du contrat

I_{dO} : indice du mois de remise des offres (**novembre 2025**) du coût horaire du travail révisé – salaires et charges – tous salariés – électricité, gaz, vapeur, air conditionné (NAF rév 2 section D). **identifiant 001565186.**

I_d : indice mensuel du dernier indice publié du coût horaire du travail révisé – salaire et charges – tous salariés – électricité, gaz, vapeur, air conditionné (NAF révi 2 section D) identifiant 001565186.

BT47 O : indice du mois de remise des offres (**novembre 2025**) – Electricité – base 2010 – **identifiant 001710979**.

BT 47 : indice du dernier mois publié- Electricité – base 2010 – identifiant 001710979.

Le coefficient final de révision est arrêté à la troisième décimale arrondie au millième supérieur.
Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4, la deuxième décimale est inchangée. En revanche, si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9, la deuxième décimale est augmentée d'une unité.

Les prix ainsi révisés sont fermes jusqu'à la prochaine application de la révision du prix dans les conditions fixées au présent article.

Maintenance corrective :

Les prix du bordereau des prix unitaires seront révisés annuellement à la date anniversaire du marché, par ajustement et par référence au barème public du titulaire du marché.

L'évolution des prix résultant de l'appréciation de la référence d'ajustement **sera limitée à une augmentation de 2 %**.

Les prix ainsi révisés sont fermes jusqu'à la prochaine application de la révision du prix dans les conditions fixées au présent article.

ARTICLE 4 : MODALITES DE REGLEMENT ET TRANSMISSION DES FACTURES VIA CHORUS pro.

4.1. - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les factures, établies en un original et une copie, seront adressées à la CANSSM à l'issue de la réalisation des prestations, à la fin de chaque année pour la préventive ou à la fin de chaque mois pour la corrective.

Elles devront indiquer :

- le numéro du marché ;
- le type de prestations,
le numéro du bon de commande sera mentionné,
- la nature des prestations réalisées ;
- leur montant H.T. et T.T.C. ainsi que le taux de la TVA.

Les factures ainsi que les relevés, seront obligatoirement transmis, sous forme dématérialisée, sur la plateforme CHORUS pro.

Conformément aux dispositions des articles L2192-2 et L2192-3 du Code de la Commande Publique, la CANSSM accepte la transmission électronique des factures. Le titulaire et ses sous-traitants admis au droit au paiement direct, doivent déposer leurs factures via le portail gratuit et sécurisé :

<https://chorus-pro.gouv.fr> Via Chorus pro, les modalités de transmission applicables imposent que les factures comportent systématiquement les informations suivantes :

- - **Le numéro de commande dans le libellé du fichier**
- - **Le numéro SIRET 775 685 316 000 17** et le code service chorus concerné ayant passé la commande.

Direction régionale EST :

Pour l'établissement de Charleville sous bois : code service chorus pro :

EST_ETAB_CHARLEVILLE - adresse : route de Gondreville – 57220 Charleville sous bois.

Pour l'établissement de Creutzwald : code service chorus pro : EST_ETAB_CREUTZWALD -
adresse : 5 rue des Lupins – 57150 CREUTZWALD.

Pour le site de Freyming Merlebach : code service chorus pro : EST_AG_FREYMING -
adresse : rue de France – 57800 FREYMING MERLEBACH.

Direction régionale Nord :

Code service chorus pro : Nord_AG_ORDO - 13 rue du 14 juillet – 62300 LENS.

Direction régionale Sud :

Code service chorus pro : Sud_AG - 2 avenue Bouloc Torcatis – 81400 CARMAUX.

Une brochure explicative de la procédure à suivre est disponible sur le site :

<http://www.economie.gouv.fr/aife/facturation-electronique.gouv.fr>

4.2. - REGLEMENT

Le mode de règlement choisi est le virement. Le délai global de paiement d'un marché public ne peut excéder 30 jours à compter de la réception de la facture par la CANSSM. Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Tout dépassement de ce délai donnera lieu à l'application d'intérêts moratoires calculés sur la base du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points, et ce, à compter du jour suivant l'expiration du délai. L'indemnité forfaitaire de recouvrement est fixée à 40 euro

ARTICLE 5 : BONS DE COMMANDE POUR LES PRESTATIONS HORS B.P.U.

Des bons de commandes seront également passés par les Directions Régionales et par le siège de FILIERIS pour des prestations de maintenance corrective hors forfait, c'est-à-dire des pièces qui ne figurent pas au bordereau des prix unitaires et non citées au CCTP.

Elles seront traitées à prix unitaires sur la base d'un devis établi par le titulaire du marché.

Ce devis devra être accepté par FILIERIS.

Lors de l'émission du bon de commande, le délai d'exécution de la prestation sera fixé dans celui-ci.

Ce délai court à compter de la réception du bon de commande.

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1. – MAINTENANCE PREVENTIVE FORFAITAIRE

Il convient de noter que sont compris dans le forfait de maintenance préventive et sont à la charge du titulaire, **la main-d'œuvre et les frais de déplacement, sans distinction de seuils.**

6.2. – MAINTENANCE CORRECTIVE A PRIX UNITAIRES

La maintenance corrective concerne les prix unitaires du bordereau des prix unitaires (BPU) et relatifs à la main-d'œuvre, aux déplacements et au nettoyage des cuves des groupes électrogènes, remplacement de batterie etc.

6.3. – REMPLACEMENT DES INTERVENANTS

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation du responsable sécurité / sûreté. Tout refus sera motivé. Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de quinze (15) jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

6.4. – PLAN ET PREVENTION D'HYGIENE ET DE SECURITE

Le titulaire présentera dans les 15 jours ouvrés suivant la notification de son marché les documents relatifs au plan de prévention d'hygiène et de sécurité.

ARTICLE 7 : REMISE DES EQUIPEMENTS EN FIN DE MARCHE, GARANTIE ET PIECES DETACHEES

Les prestations seront exécutées conformément aux dispositions du cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P).

7.1. – REMISE DES EQUIPEMENTS EN FIN DE MARCHE

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement et à restituer toute la documentation qui lui aurait été remise en début de marché.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi à la fin de l'exécution du marché avec la présence éventuelle du nouveau titulaire désigné et de tout expert désigné par l'exploitant.

7.2. – GARANTIE, PIECES DETACHEES

Les pièces détachées remplacées sont garanties conformément aux règles de droit applicables à la garantie.

Il sera fait application des dispositions du C.C.A.G-FCS.

7.3. – LIMITES DES PRESTATIONS

Les prestations de maintenance préventive et corrective prévues dans le présent cahier des charges ne comprennent pas :

- Les conséquences des pannes consécutives à une cause extérieure,
- Les dégâts résultants d'accidents, malveillance, négligence, fuite d'eau, orages,
- Les défaillances dues aux variations ou interruptions du courant électrique ou des installations extérieures,
- Les interventions effectuées sur les installations par un tiers non-habilité.

ARTICLE 8 : TRANSFERT D'ACTIVITE

Le titulaire du marché s'engage à informer la CANSSM sans délai, de tout transfert d'activité (cession de branche commerciale, fusion, absorption ... etc.) de nature à affecter l'exécution des prestations.

Dans ce cas, afin d'assurer la bonne exécution administrative du présent marché, notamment le règlement des factures, et permettre la prise en compte du transfert par la CANSSM, le titulaire communique dans les plus brefs délais un courrier accompagné des documents suivants au représentant du pouvoir adjudicateur :

- La publication de l'opération dans un journal d'annonces légales ;
- Le procès-verbal relevant la décision de l'opération ;
- Le K-bis de la nouvelle société,
- Un RIB
- Les imprimés DC 1, DC 2, NOTI 2 du futur titulaire,
- Une attestation de pouvoir engager la société le cas échéant.

ARTICLE 9 : PROTECTION DES DONNEES

Si la réalisation des prestations induit le traitement de données à caractère personnel, le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur relative au traitement des données à caractère personnel, et en particulier le règlement (UE) 2016/679 du parlement Européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la libre circulation de ces données. Le cas échéant, et préalablement à la mise en œuvre de tout traitement de données à caractère personnel, le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché se rapprocheront, afin de formaliser les obligations que le titulaire

du marché s'engage à mettre en œuvre pour que le traitement des données personnelles concernées soit conforme au RGPD ;

Le DPO de Filieris peut-être contacté à l'adresse : dpo@filieris.fr

ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITE

Le Titulaire devra exiger de son personnel une discrétion absolue sur les activités des Bénéficiaires et notamment préserver la confidentialité médicale des dossiers des patients, présents dans les locaux de soins, bureaux médecins et personnels soignants, secrétariats des services.

Cette confidentialité s'applique en particulier lors de l'installation de matériel ou du mode opératoire de destruction du matériel.

Toute indiscretion constatée et prouvée sera considérée comme faute grave et devra se traduire par l'exclusion du salarié considéré du site et de l'établissement bénéficiaire.

ARTICLE 11 : CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

11.1 AVANCE

Le régime de l'avance est défini aux articles L 2191-2, L 2191-3 et R2191-3 à -12 du CCP. Le candidat devra indiquer à l'acte d'engagement s'il renonce ou accepte de percevoir l'avance

11.2 CESSION OU NANTISSEMENT

Les créances résultant du présent marché peuvent être cédées ou nanties dans les conditions prévues aux articles L2191-8 et R2191-45 à 51 et R2191-54 à 63 du CCP.

ARTICLE 12 : AJOUT/RETRAIT D'UN SITE

Les sites mentionnés dans le CCTP et ses annexes sont indiqués à titre indicatif. A tout moment, les sites peuvent être retirés (pour cause de vente notamment) ou ajoutés. Dans ce dernier cas, un avenant sera établi afin d'enregistrer la moins-value ou la plus-value.

En cas d'ajout, de cession ou de fermeture de site suite à la vente de ce site ou de regroupement de sites en un seul point, la Direction Nationale des Achats et des Affaires Juridiques de la CANSSM informera le titulaire par courriel ou courrier recommandé avec accusé de réception, au moins un mois avant la prise d'effet de la fermeture de l'établissement concerné.

Les titulaires de chacun des lots concernés par ces modifications ne pourront prétendre à aucune indemnité du fait de l'arrêt des prestations sur un site cessant ses activités, ni émettre aucune réclamation ou refuser d'honorer les prestations, objet du marché

ARTICLE 13 : REVUE DE MARCHÉ

Le service des achats/marchés de la Direction Régionale FILIERIS concernée mettra en place, après la notification du marché, un plan de suivi de ceux-ci basé sur les principes suivants :

- rencontres régulières avec le responsable technique de la prestation organisées selon un planning régulier et/ou provoquée à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, soit téléphonique, soit en présentiel
- un bilan annuel des prestations : difficultés rencontrées, manquements constatés et résolution.

ARTICLE 14- DEVELOPPEMENT DURABLE

Le titulaire devra, dans le cadre du marché, s'inscrire dans une démarche environnementale notamment en matière de :

- Gestion des déplacements et des interventions ;
- Parc de véhicules propres,
- Gestion des déchets,
- Respecter le mode opératoire de chaîne de destruction du matériel (certifié conforme par l'entreprise habilitée),

ARTICLE 15- INSERTION SOCIALE

Au terme du présent contrat, le candidat a la possibilité de mettre en œuvre une action d'insertion sociale qui sera valorisée dans le cadre de l'analyse des offres. Auquel cas, tout engagement porté par le candidat dans le mémoire technique, sera opposable à ce dernier pendant toute la durée du marché.

Dans ce cadre, le Titulaire pourra faire appel, dans l'exécution des prestations objet du marché, à une ou des personnes relevant des catégories suivantes :

- Travailleurs handicapés reconnus par la CDAPH ;
- Jeunes dans le cadre de stage ;
- Jeunes diplômés ;
- Personne en réinsertion professionnelle.

ARTICLES 16 : PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, lorsqu'il est envisagé d'appliquer des pénalités de retard, l'organisme invite par écrit le titulaire à présenter des observations dans un délai minimal de 8 jours calendaires. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés, ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations

A défaut de réponse du titulaire du marché dans ce délai ou si l'organisme considère que les observations formulées en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution est expiré.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA. Elles ne sont pas révisables.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1000 € pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Les pénalités sont déduites directement des factures.

Groupe électrogène :

Sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse les seuils de huit heures ouvrées, le titulaire est soumis à des pénalités.

L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition du pouvoir adjudicateur des éléments en état de marche.

Le titulaire est tenu de faire connaître au pouvoir adjudicateur la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède le seuil.

En application de l'article 14.2 du CCAG-FCS, le titulaire est soumis à des pénalités calculées en application de la formule suivante : $P = V \times R / 30$, dans laquelle :

P = montant des pénalités,

V = valeur des prestations,

R = nombre de jours de retard.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS et sans mise en demeure préalable, les pénalités applicables sont les suivantes :

16.1 Pénalité pour défaut d'entretien manifeste :

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire encourt une pénalité de 80 € HT par jour, à compter de la constatation du défaut.

16.2 Pénalité pour dépassement du délai d'intervention de dépannage :

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire encourt une pénalité de 50 € HT par heure de retard.

16.3 Pénalité pour non-transmission du rapport d'intervention :

Le titulaire encourt, par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, une pénalité de 50 € HT par jour de retard.

16.4 Pénalité pour tout autre manquement aux obligations contractuelles :

Le titulaire encourt, par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, une pénalité de 100 € HT par constat du service bénéficiaire, sans mise en demeure préalable.

En complément de l'article 14 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de déduire les pénalités appliquées, le cas échéant, du montant des factures établies à l'occasion des prestations effectuées.

Onduleurs :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, il est appliqué des pénalités de retard pour :

- Pour tout retard dans la réalisation d'une opération de maintenance préventive : 50 € par jour calendaire de retard pour les huit premiers jours de retard puis 100 € par jour calendaire de retard à partir du neuvième jour de retard.
- Pour tout retard dans la réalisation d'une opération de maintenance corrective : 50 € par jour et heure de retard au-delà des 4 heures prévues au CCTP.

ARTICLE 17 : LITIGES

Par dérogation à l'article 37 du CCAG/FCS, en cas de litige les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage tel qu'il est défini par le livre IV du nouveau code de procédure civile.

Les litiges qui ne peuvent être réglés par voie d'arbitrage sont soumis aux juridictions judiciaires compétentes du ressort du siège social de la CANSSM (Tribunal Judiciaire de Paris, parvis du tribunal de Paris – 75859 Paris Cedex 17).

ARTICLE 18 : RESILIATION

La CANSSM a la faculté de résilier le présent marché dans les conditions de préavis et de droit du titulaire telles que prévues dans le chapitre 7 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 38 du CCAG-FCS, le marché peut être résilié par la CANSSM à tout moment, pour motif d'intérêt général, qu'il y ait ou non faute du titulaire. Cette résiliation est effectuée par lettre recommandée avec avis de réception postal.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, il ne sera versé aucune indemnité de résiliation à ce titre.

En cas d'inexactitude des documents ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 du code du travail, le marché est résilié pour faute du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

Défaillance :

La CANSSM appliquera les stipulations de l'article 36 du CCAG/FCS, à savoir l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier de la prestation qui par sa nature ne peut souffrir aucun retard, soit dans l'attente du résultat de la procédure engagée suite à la résiliation du marché en application de l'article 32 du CCAG/FCS.

En cas de travail dissimulé, le marché pourra être résilier pour faute du titulaire.

ARTICLE 19 : ASSURANCES

Le titulaire, ainsi que ses éventuels cotraitants ou sous-traitants, déclarent être assurés pour leur responsabilité civile et professionnelle auprès d'une compagnie notoirement solvable pour tous les dommages matériels et immatériels (dommages corporels, matériels, immatériels, accidents, vols et pertes d'exploitation) consécutifs à l'exécution de la prestation par leur personnel ou leurs collaborateurs et ce, dans les conditions de droit commun des responsabilités délictuelles et contractuelles.

La responsabilité du titulaire pourra être engagée en cas d'inexécution partielle ou totale de la prestation, objet du marché, ou en cas de dommage causé aux éléments (matériels, logiciels,) de la CANSSM qui auront été mis à sa disposition.

Le titulaire s'engage à maintenir ces garanties pendant toute la durée du marché.

ARTICLE 20 : DEROGATION AUX CCAG FCS

Article(s) du CCAP	Objet	Article du CCAG/FCS
2	Pièces du marché	4
16	Pénalités	14
17	Litiges	37
18	Résiliation	42